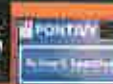


DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2020

Conseil Municipal du 20 janvier 2020

PONTIVY



Sommaire



Cadre Juridique

- Les objectifs
- Dispositions légales
- Textes réglementaires

Contexte général

- Situation Internationale
- Situation de la Zone Euro
- Situation Nationale

Loi de Finances 2020

Ville de Pontivy : la situation actuelle

- Section fonctionnement
 - ☞ Recettes : Fiscalité/FPIC/Dotations
 - ☞ Dépenses : 011/012/Autres dépenses
- Section Investissement
 - ☞ Les engagements pluriannuels
 - ☞ Le besoin en financement
 - ☞ la structure et la gestion de la dette
- Focus ressources humaines

Les perspectives budgétaires

- Objectifs
- Nos projets et le reste à réaliser
- Actions « Cœur de Ville »
- Évolution du besoin de financement
- Evolution de la dette

PONTIVY



Cadre juridique



Les objectifs

Préalablement au vote du budget primitif, le **débat d'orientation budgétaire (DOB)** permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

Il permet d'informer les Élus sur :

- La situation économique et financière actuelle de la collectivité,
- Les engagements pluriannuels envisagés,
- L'évolution et les caractéristiques de la dette de la ville.

Ce débat permet de mieux comprendre le contexte dans lequel évolue la commune, et les contraintes auxquelles elle est ou sera confrontée.



Cadre juridique



Dispositions légales

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (*Art.L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT*).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour ni à la même séance que le vote du budget.

Le débat d'orientation budgétaire fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.



Cadre juridique

Textes réglementaires



- La loi NOTRe (article 107) complète les règles relatives au DOB
- Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire
- Code Général des Collectivités Territoriales - articles L.2312-1 (BC), L.3312-1 (D) et L.4312-1 (R) : le DOB doit faire l'objet d'un rapport (ROB)
- Loi de programmation des Finances publiques (LPFP) pour les années 2018-2022 du 22 janvier 2018
- Loi de Finances 2020



Contexte général



En novembre 2019, l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a communiqué les dernières perspectives économiques. Elles se résument ainsi : les différends commerciaux, le manque de dynamisme de l'investissement des entreprises et la persistance des incertitudes liées à l'action publique sont autant de facteurs qui pèsent sur l'économie mondiale et font croître le risque d'une stagnation à long terme

Le contexte économique plus contraint que prévu

La croissance du PIB mondial devrait s'établir à 2.9 % cette année, soit son niveau le plus faible depuis la crise financière, et se maintenir à 2.9 %-3 % en 2020 comme en 2021, une croissance inférieure aux 3,5% prévus il y a un an, et la plus basse depuis la crise financière. En 2018, le PIB mondial avait progressé de 3.5 %.



La croissance du PIB réel a été revue à la baisse

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|-------|------|------|------|
| Monde | 2,9 | 2,9 | 3 |

(La flèche indique le sens des révisions depuis septembre 2019)

Deux années d'aggravation des différends sur les droits de douane, principalement entre les États-Unis et la Chine, ont mis à mal les échanges, érodant l'investissement des entreprises et mettant des emplois en danger. Bien que les dépenses des ménages aient résisté, on voit apparaître des signes d'essoufflement sur ce front aussi. Les ventes de véhicules automobiles ont fortement reculé au cours des douze derniers mois.

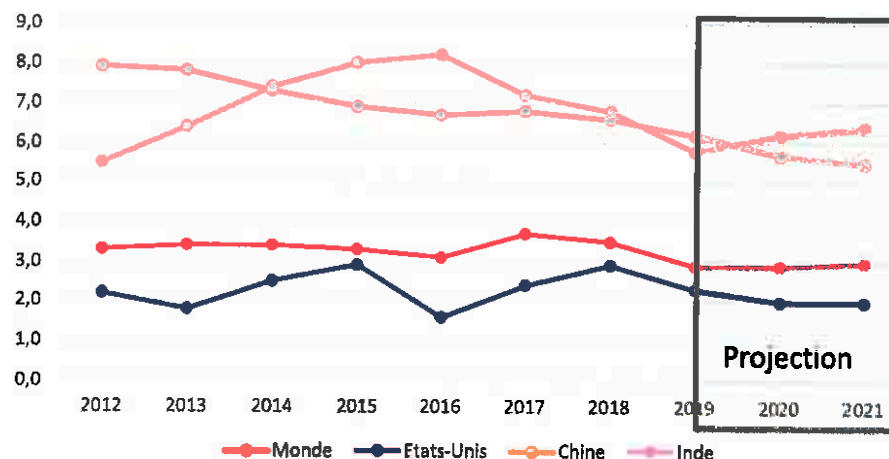
Source : Perspectives économiques de l'OCDE – Novembre 2019



Contexte général



☐ Inflexionnement de la croissance



Le ralentissement de l'activité touche aussi bien les économies de marché émergentes que les économies avancées, mais plus ou moins sévèrement selon l'importance des échanges dans les différents pays. La révolution numérique transforme les modèles économiques, tandis que les évolutions climatiques et démographiques bouleversent d'ores et déjà les structures d'activité.

« Ce serait une erreur de considérer ces évolutions comme des facteurs temporaires auxquels la politique monétaire ou budgétaire pourrait apporter des réponses : elles sont, par nature, structurelles. En l'absence de coordination au niveau des échanges et du système fiscal international, d'orientations stratégiques claires en matière de transition énergétique, le climat d'incertitude continuera de régner, compromettant les perspectives de croissance. . »



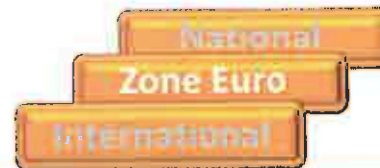
Mme BOONE Laurence
Chef économiste de l'OCDE



Source : <http://www.oecd.org/perspectives-economiques/>

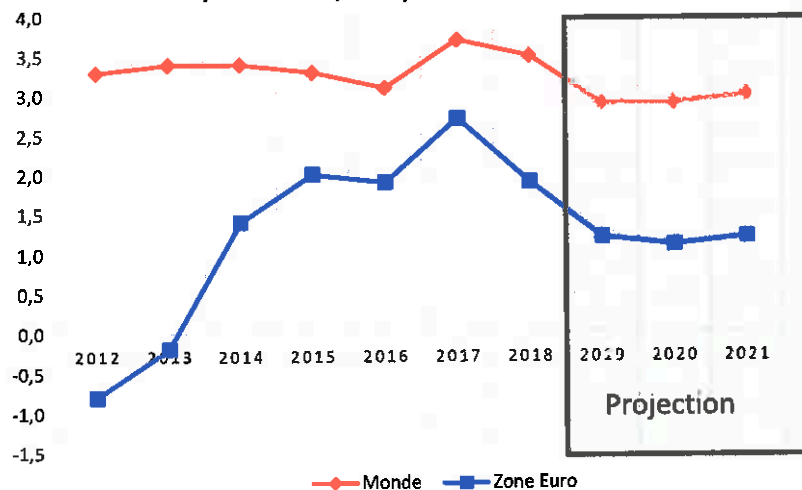


Contexte général



Infléchissement de la croissance

Dans la zone euro, la croissance économique devrait rester en demi-teinte, l'éventualité d'une reprise au cours des deux prochaines années n'étant guère probable. la croissance devrait s'établir autour de +1 %. Pour mémoire, en 2018, les prévisions de croissance pour 2020 étaient évaluées à +1,6%.



M. GURRIA Angel
Secrétaire Général de l'OCDE

« Les sirènes d'alarme résonnent avec force, et sans ambiguïté. Ou bien les dirigeants agissent résolument pour stimuler l'investissement, adapter leurs économies aux défis du présent et mettre en place un système commercial ouvert, équitable et fondé sur des règles, ou bien nous allons droit vers un avenir fait d'apathie de la croissance et de déclin des niveaux de vie. »

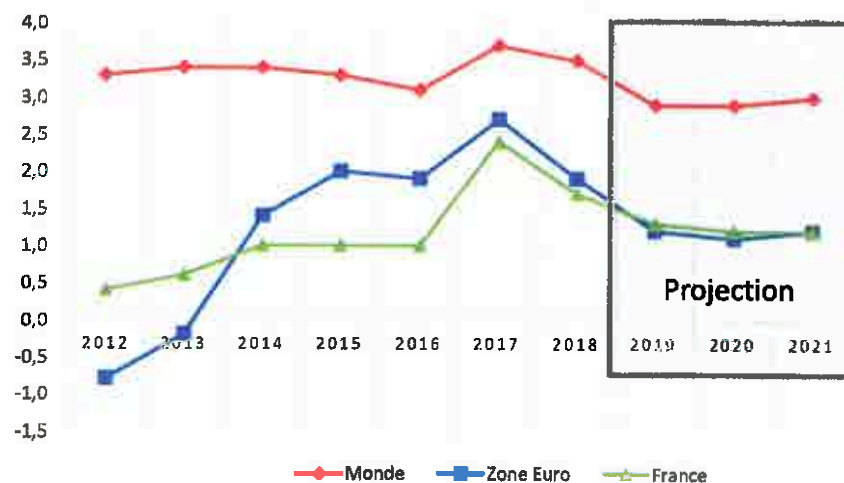
Source : <http://www.oecd.org/perspectives-economiques/>



Contexte général



☐ Infléchissement de la croissance



La croissance a été de +1,7% en 2018, conformément aux prévisions du gouvernement.

Le fléchissement de la croissance prévu par l'OCDE en 2018 se confirme avec une évolution attendue du PIB Français à +1,3% en 2019, +1,2% en 2020 et 2021.

Ces prévisions sont dépendantes du dynamisme des exportations françaises et de la bonne santé économique de nos voisins.....elles sont donc susceptibles d'évoluer à la hausse comme à la baisse en fonction des tensions commerciales...

La croissance française pourrait aussi dépendre des négociations sur le BREXIT, de l'évolution des déséquilibres budgétaires et financiers en Chine ou de la vulnérabilité de certaines économies émergentes face à la montée des taux de la FED.....

Source : <http://www.oecd.org/perspectives-economiques/>



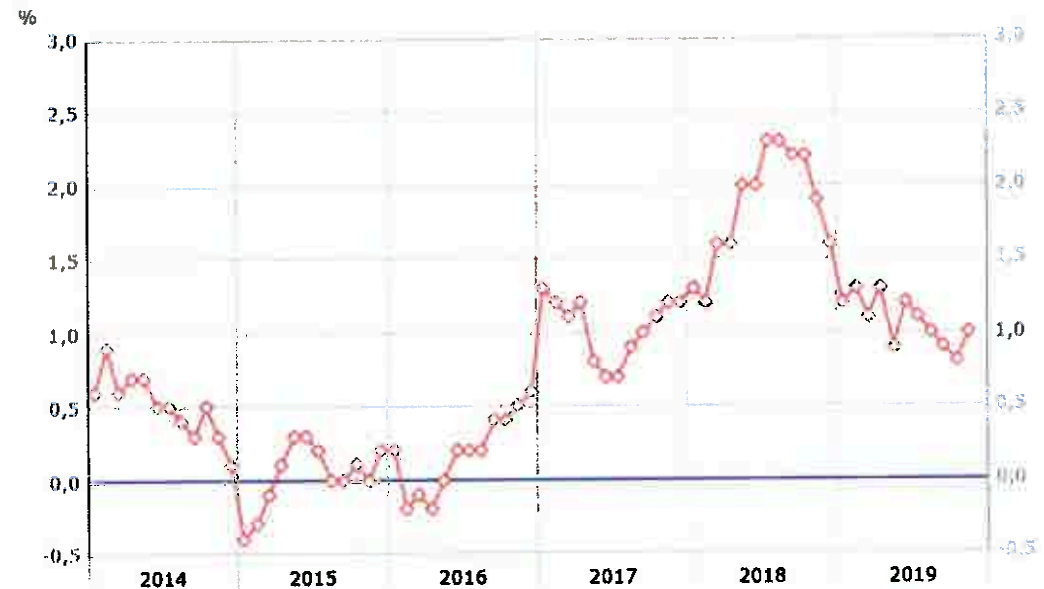
Contexte général



Inflation 2019 : Un ralentissement

L'inflation moyenne sur 1 an est de +1,0%, soit une augmentation de l'indice des prix à la consommation moins forte qu'en 2018 (+1,9%).

Cette légère hausse résulte de la forte croissance des prix du tabac (+6,0 % après 0,0 %) et de celle, plus modérée, des prix de l'énergie (+0,3 % après 0,0 %) et de l'alimentation (+0,1 % après -0,4 %). La baisse des prix des services s'accroît à peine (-0,2 % après -0,1 %) et les prix des produits manufacturés se replient légèrement (-0,1 % après +0,3 %).



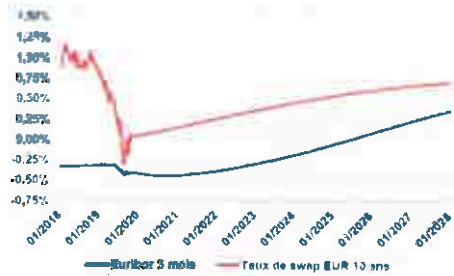
Source : <https://insee.fr/fr/statistiques/4264540#graphique-ipc-g1-fr>



Contexte général

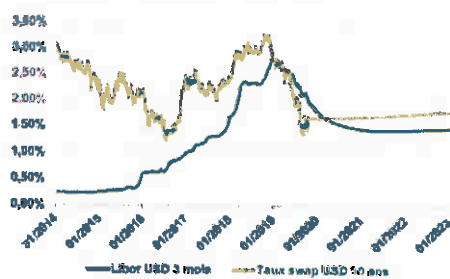
Des taux d'intérêt à un niveau durablement bas

Zone Euro : historique et anticipations de marché, Euribor 3 mois et taux de swap 10 ans



Source : Thomson Reuters et Finance Actée

USA : historique et anticipations de marché, Libor USD 3 mois et taux de swap 10 ans



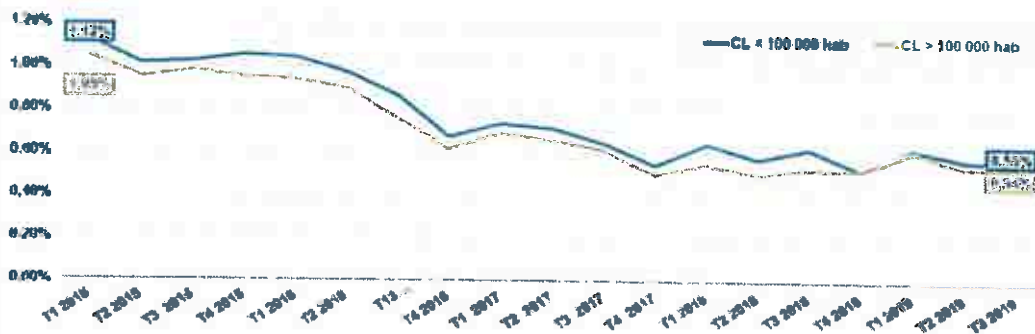
Source : Thomson Reuters et Finance Actée

Financement long terme fixe (collectivités) : Taux et marges bancaires réelles sur 15 ans



Source : Journal des offres Finance Actée

Financement long terme variable (collectivités) : marges bancaires faciales moyennes ≥ 15 ans



Source : Journal des offres Finance Actée



Contexte général : LF 2020



Loi de Finances 2020



La loi de finances pour 2020 est parue au JORF n°0302 du 29 décembre 2019

Hypothèses retenues – redémarrage lent de l'activité économique :

- ❑ prévision d'évolution du PIB à + 1,30% (1,70% en 2019 mais ramené à 1,40%)
- ❑ inflation hors tabac révisée à + 1,00% en 2019
- ❑ Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (article 5 du PLF pour 2020 complétant le dispositif prévu par la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 du PLF pour 2018)

Les orientations budgétaires pour 2020 s'inscrivent pour la troisième année consécutive, dans un nouveau contexte d'encadrement des dépenses des collectivités locales et de resserrement des contraintes réglementaires relatives aux équilibres budgétaires.

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037882341&dateTexte=&categorieLien=id>



Contexte général : LF 2020

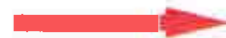


Loi de Finances 2020 : les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales

Une DGF en légère diminution en 2020

Article 21

26,8 Md€*



Avec des évolutions individuelles contrastées, elle sera répartie en fonction des dynamisme de population et de richesse...

Fonds de soutien à l'investissement local

0,57 Md€*



FCTVA

- 2020 : 6,0 Md€

- 2019 : 5,649 Md€



DETR

Maintien de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux à 1,046 Md€



*Md€ : milliards d'euros



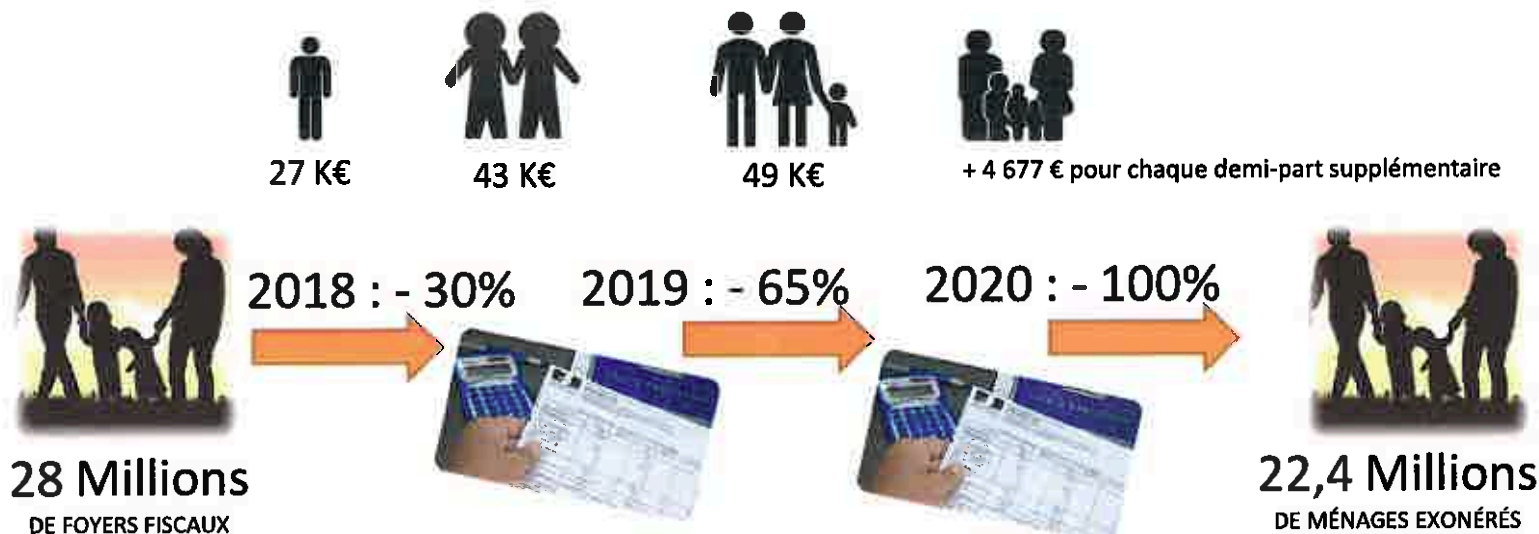
Contexte général : LF 2020



Loi de Finances 2020

La loi de finances 2018 a instauré une réforme de la taxe d'habitation qui prévoit pour une majorité de Français une baisse de cet impôt par tiers en 2018 et 2019, avant une suppression totale en 2020.

Pour environ 80 % des ménages français dont les revenus ne dépassent pas un certain plafond.



Source : <https://www.impots.gouv.fr/portail/simulateur-de-la-reforme-de-la-taxe-dhabitation-pour-2020>



Contexte général : LF 2020



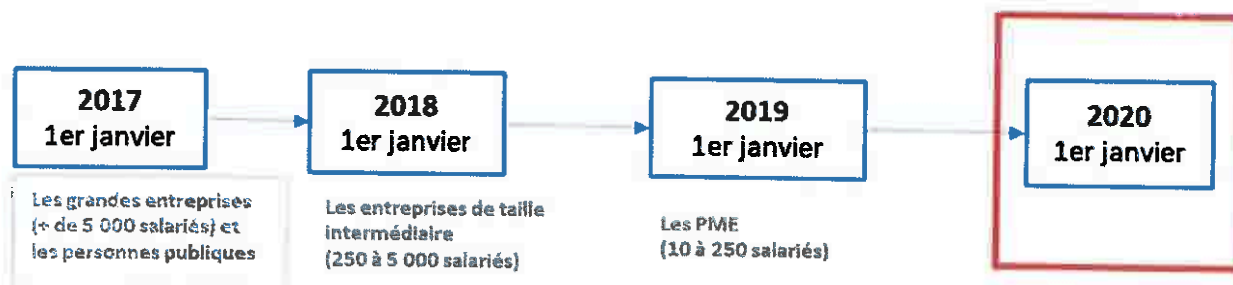
Depuis le 1er janvier 2017, les entreprises déposent leurs factures électroniques sur une plateforme nationale dénommée « Chorus Pro »



Depuis cette date, plus aucune facture émanant d'EDF, ni d'aucune des 200 plus grandes entreprises françaises n'arrive sous forme papier : elles sont dématérialisées.

En application de la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, ces entreprises n'adressent plus que des factures électroniques à leurs clients publics.

Les entreprises plus petites doivent abandonner également leurs factures sur la plateforme dès cette année.



Ville de Pontivy : la situation actuelle



□ L'analyse financière de l'année 2019 :

L'analyse financière permet de comprendre, par étapes successives, comment s'est formé le résultat final issu du compte administratif et de répondre ainsi à plusieurs questions :

- Quel train de vie courant ?
- Quelle santé financière ?
- Quelles modalités de financement des investissements ?
- Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : WINDETTE - CEGID

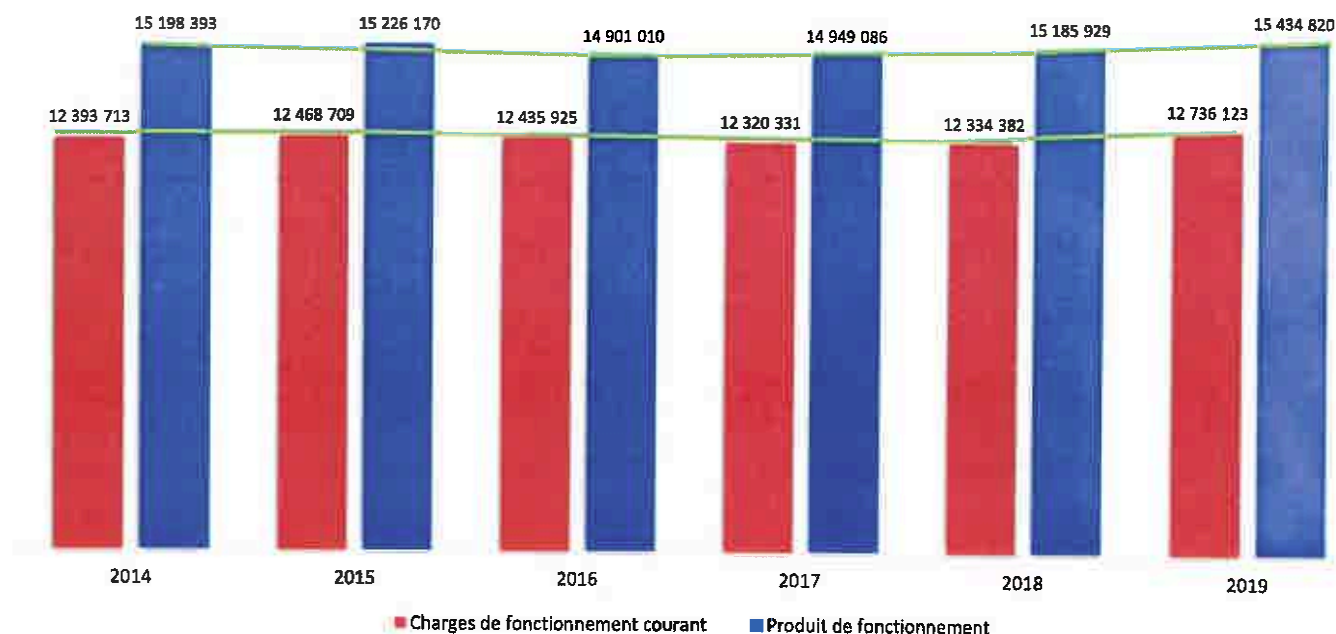


Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section fonctionnement : Quel train de vie courant ?

Evolution comparée des dépenses et des recettes courantes en € - période 2014 - 2019



Sur la période d'analyse, notons qu'après une forte baisse des dotations en 2016 (- 10,5 %), les recettes de la commune ont connu une augmentation de 1,56% depuis 2014.

Les dépenses, ont augmenté de + 2,76% depuis 2014 .



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS



Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section fonctionnement : Recettes

| K€ | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | évol* % 2014/2019 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------------|
| Produits fct courant stricts | 15 102 | 15 141 | 14 765 | 14 840 | 15 083 | 15 399 | 1,96% |
| Impôts et taxes | 10 043 | 10 268 | 10 259 | 10 404 | 10 626 | 10 823 | 7,77% |
| Contributions directes | 7 146 | 7 358 | 7 288 | 7 384 | 7 535 | 7 692 | 7,64% |
| Attribution FPIC * | 141 | 181 | 225 | 220 | 219 | 221 | 57,1% |
| Solde impôts et taxes | 676 | 644 | 711 | 900 | 811 | 847 | 25,39% |
| Dotations et participations | 4 275 | 4 079 | 3 651 | 3 649 | 3 642 | 3 763 | -12,0% |
| DGF ** | 3 544 | 3 260 | 2 946 | 2 862 | 2 885 | 2 947 | -16,8% |
| Compensations fiscales | 430 | 416 | 320 | 397 | 419 | 441 | 2,5% |
| Solde participations diverses | 301 | 403 | 385 | 390 | 337 | 375 | 24,59% |
| Autres produit fct courant | 784 | 794 | 855 | 787 | 816 | 812 | 3,56% |
| Produits des services | 663 | 683 | 716 | 685 | 713 | 709 | 6,81% |
| Produits de gestion | 121 | 111 | 140 | 102 | 102 | 102 | -14,32% |
| Atténuation de charges | 96 | 85 | 136 | 109 | 103 | 36 | -62,36% |
| PRODUIT FCT COURANT | 15 198 | 15 226 | 14 901 | 14 949 | 15 186 | 15 435 | 1,56% |
| Population DGF | 15438 | 15434 | 15345 | 15426 | 15541 | 15848 | 2,65% |

Les recettes réelles totales de fonctionnement devraient s'établir pour fin 2019 à 15,4 Millions d'€ soit une progression de + 1,96% hors inflation depuis 2014

La fiscalité :

Une recette estimée à 10,82 M€ soit une progression de + 7,77 % par rapport à 2014, soit + 780 K€

Produit des 3 taxes ménages (TH - TFB - TFNB) estimé à : 7,7 M€ en progression de + 7,64% depuis 2014, soit + 546 K€.

* Le FPIC est en augmentation de + 57,1% par rapport à 2014, soit + 80 K€.

** La DGF : - 16,8 % par rapport à 2014

soit - 596 K€

(Dont la dotation forfaitaire en diminution de - 31,4% par rapport à 2013, soit - 842 K€.)

*FPIC : Fond de péréquation intercommunal – dotation horizontale

*DGF : Dotation globale de fonctionnement – dotation verticale



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS



Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section fonctionnement : Structure des recettes réelles en 2019

Impôts et taxes :

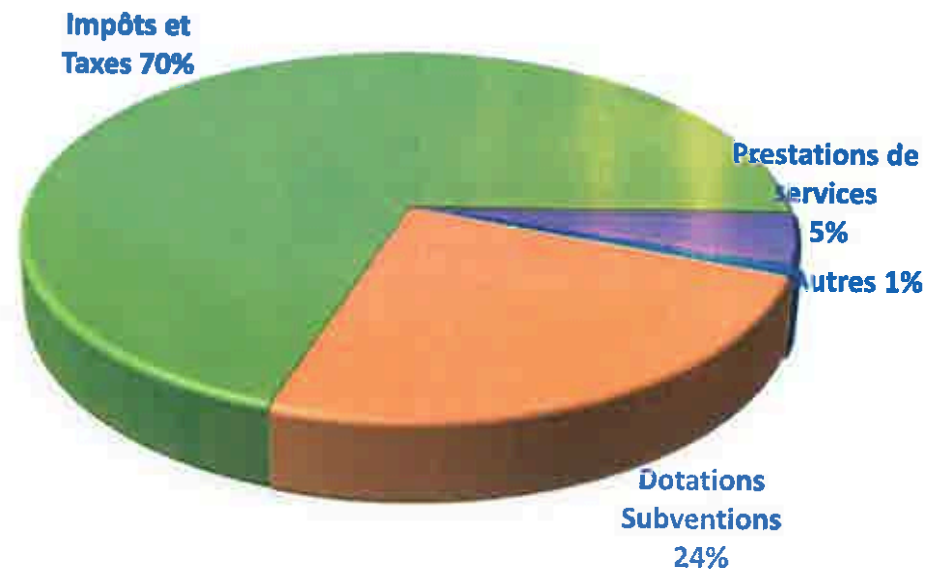
Taxe d'habitation, taxes foncières, FPIC*, taxes sur l'électricité, publicité, droits de mutation...

Dotations, subventions : DGF*, DSR*, DSU*, CCAS...

Prestations de services :

Redevances, prestations de loisirs et à caractère sportif, restaurants scolaires, garderie et centre aéré, camping

Autres: Revenus des immeubles (locations de salles)...



*FPIC : Fond de péréquation intercommunale – dotation horizontale

*DGF : Dotation globale de fonctionnement – dotation verticale

*DSR : Dotation de solidarité rurale

*DSU : Dotation de solidarité urbaine



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS



Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section fonctionnement : Dépenses

| K€ | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evolution % 2014/2019 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|
| Charges à caractère général | 3 554 | 3 348 | 3 327 | 3 271 | 3 266 | 3 455 | -2,78% |
| Charges de personnel | 6 965 | 7 210 | 7 193 | 7 121 | 7 118 | 7 334 | 5,31% |
| Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus) | 1 875 | 1 911 | 1 917 | 1 928 | 1 950 | 1 946 | 3,83% |
| Charges fct courant | 12 394 | 12 469 | 12 436 | 12 320 | 12 334 | 12 736 | 2,76% |
| Charges exceptionnelles larges * | 175 | 8 | 8 | 8 | 6 | 358 | NS |
| Charges fct hs intérêts | 12 569 | 12 477 | 12 444 | 12 328 | 12 341 | 13 094 | 1,35% |
| Intérêts | 422 | 416 | 392 | 372 | 357 | 342 | NS |
| Charges de fonctionnement | 12 991 | 12 893 | 12 836 | 12 701 | 12 698 | 13 437 | 3,43% |

Les dépenses réelles totales de fonctionnement.

On observe une hausse de 3,43% depuis 2014, **soit + 445 K€**

Les charges à caractère général (011) :

Une baisse de 2,78% est constatée depuis 2014, **soit - 99 K€**

Les charges de personnel (012) :

Elles sont en hausse de + 5,31%, **soit + 370 K€.**

* y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)

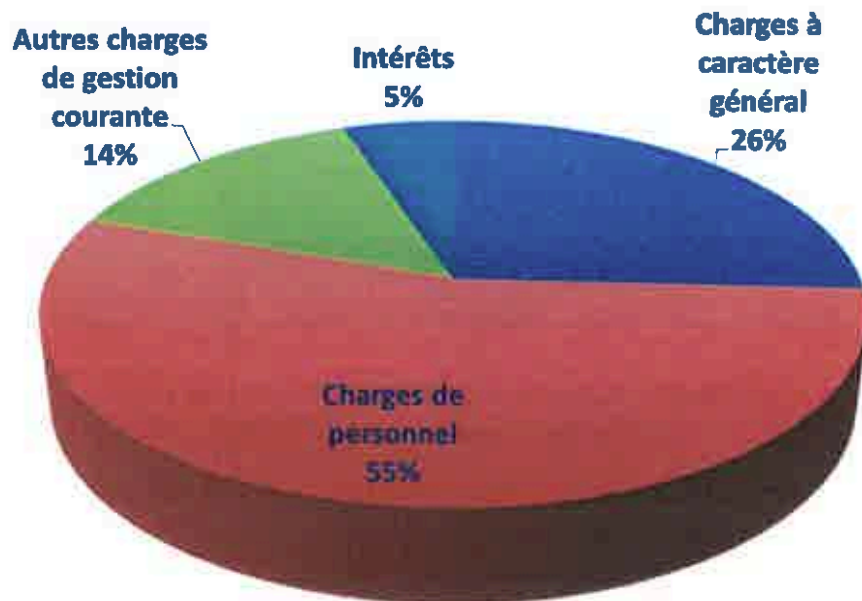
Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS



Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section fonctionnement : Structure des dépenses réelles en 2019



Les charges de personnel :
les rémunérations, les cotisations sociales, la médecine du travail...

Charges à caractère général :
Fournitures (voirie, bureaux), achat de petits matériels, vêtements de travail, livres, entretien des réseaux, de la voirie, du matériel, des véhicules et des bâtiments, l'alimentation, les fluides et combustibles, les assurances ...

Autres charges de gestion courante :
Subventions aux organismes et aux associations, subvention au CCAS, caisse des écoles, frais de missions et de représentations....

Intérêts : Intérêts de la dette



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS

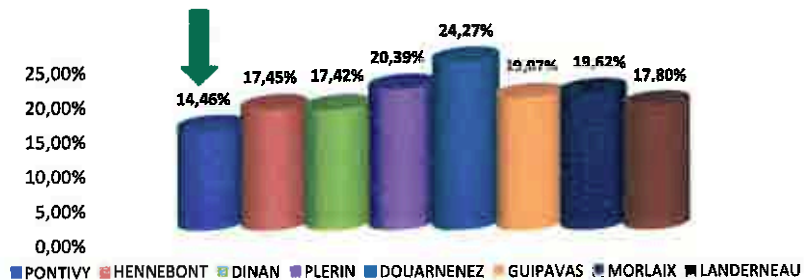


Ville de Pontivy : la situation actuelle

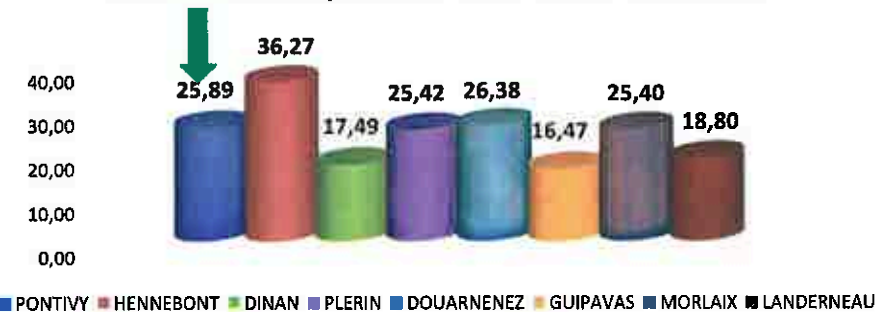


Section fonctionnement : Fiscalité locale 2019

Taxe d'habitation 2019 (Taux votés)
Villes bretonnes (strate 14 500 à 16 500 habitants)



Taxe sur le Foncier Bâti 2019 (Taux votés)
Villes bretonnes (strate 14 500 à 16 500 habitants)



Taxe sur le Foncier non bâti 2019 (Taux votés)
Villes bretonnes (strate 14 500 à 16 500 habitants)



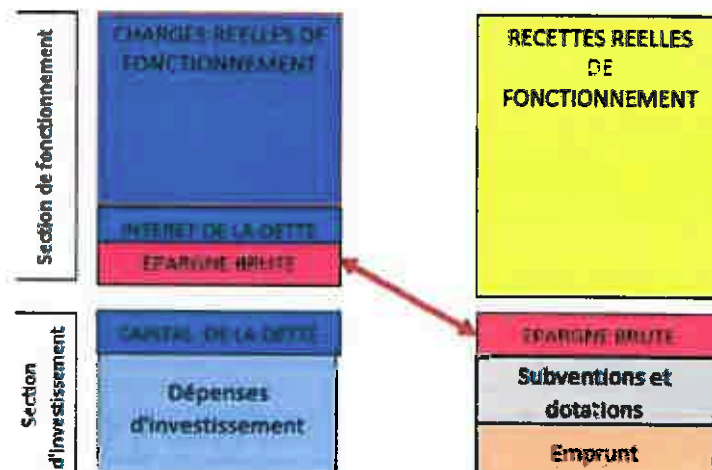
Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section investissement : Déterminer notre capacité à investir

1er indicateur de bonne santé financière, ou de l'aisance que connaît une collectivité au niveau de la section de fonctionnement.

L'épargne brute correspond au flux dégagé par la collectivité sur ses dépenses de fonctionnement pour rembourser la dette et/ou investir. La préservation d'un niveau « satisfaisant » d'épargne brute doit donc être le fondement de toute analyse financière prospective, car il s'agit d'une contrainte de santé financière et surtout légale (l'épargne brute ne doit pas être négative).



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS



Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section investissement : Quelle santé financière ?

En l'état actuel des hypothèses retenues et des données connues à ce jour, l'autofinancement brut devrait se situer autour de 2,6 Millions d'€.

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Produits de fonctionnement | 15 236 227 | 15 519 807 | 15 610 198 | 14 975 647 | 15 239 022 | 16 040 078 |
| - Charges de fonctionnement | 12 990 915 | 12 892 966 | 12 836 302 | 12 700 700 | 12 698 211 | 13 436 363 |
| = Epargne brute | 2 245 312 | 2 626 841 | 2 773 896 | 2 274 947 | 2 540 811 | 2 603 715 |

Épargne brute

Excédent de liquidité qui permet de :

- Faire face au remboursement de la dette ;
- Financer tout ou partie de l'investissement.

Taux d'épargne brute
16,23 %

ratio 8 à 15% = satisfaisant



Pour Pontivy, le ratio apparaît comme très satisfaisant puisqu'il est situé au dessus des normes courantes.



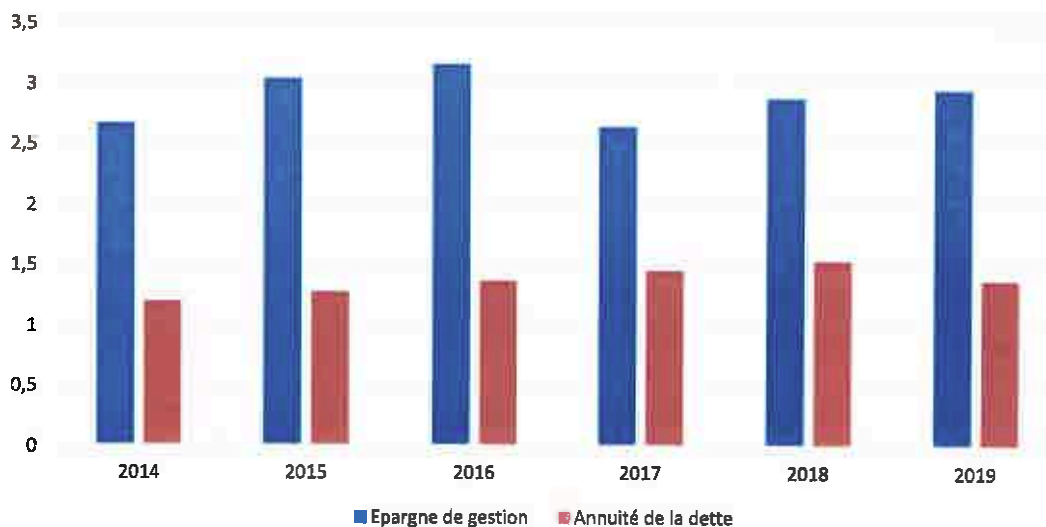
Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS



Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section investissement : Quelle santé financière ?



L'épargne de gestion doit être supérieure à l'annuité de la dette*.

On dit que cette dernière ne doit pas absorber plus de 85% de l'épargne (c'est le taux de capacité financière), le solde servant à autofinancer les investissements.

*L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

| K€ | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 * |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Capital | 773 | 865 | 975 | 1 087 | 1 202 | 1 202 |
| Intérêts | 422 | 416 | 392 | 372 | 357 | 342 |
| Annuité de dette totale | 1 195 | 1 281 | 1 367 | 1 459 | 1 559 | 1 544 |

* Dont 356 K€ pour pénalité de remboursement anticipé et refinancement de dette égal à 2 393 K€

Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS



Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section investissement : Quelles modalités de financement des investissements ?

Le budget d'investissement 2019 : 8,4 Millions d'€ au BP 2019 - 7 Millions € mandatés ou engagés

Les investissements 2019 ont été couverts en ayant recours à 2 emprunts d'un montant de 1,850 Million €

Les investissements peuvent être financés par des ressources propres (épargne brute) et par des ressources externes (subventions, dotations et emprunts).

83 %
de réalisation du plan de charge



1 647 733€ de subventions
(dont 297 000 € en attente de versement)

Pontivy Communauté

PONTIVY

Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS - MGDIS

Ville de Pontivy : la situation actuelle

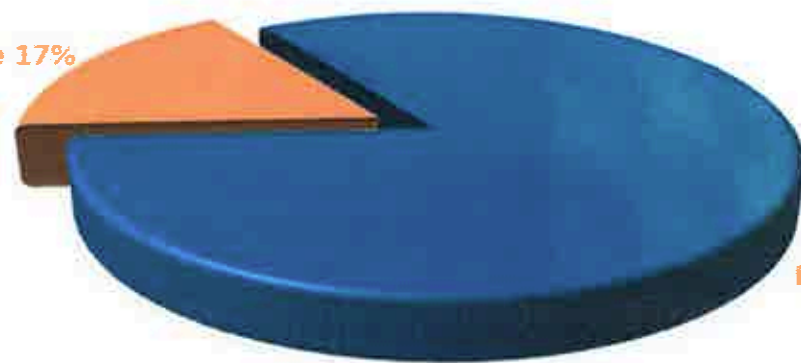
La dette

Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?

❖ LA DETTE GLOBALE

| Capital restant dû | Taux moyen | Durée de vie résiduelle | Nombre d'emprunts |
|--------------------|------------|-------------------------|-------------------|
| 12 918 015,03 | 2,63% | 12 ans 9 mois 28 jours | 18 |

Variable 17%



Fixe 83%

Arrêté au 31/12/2019



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS – MGDIS -WINDETTTE

PONTIVY

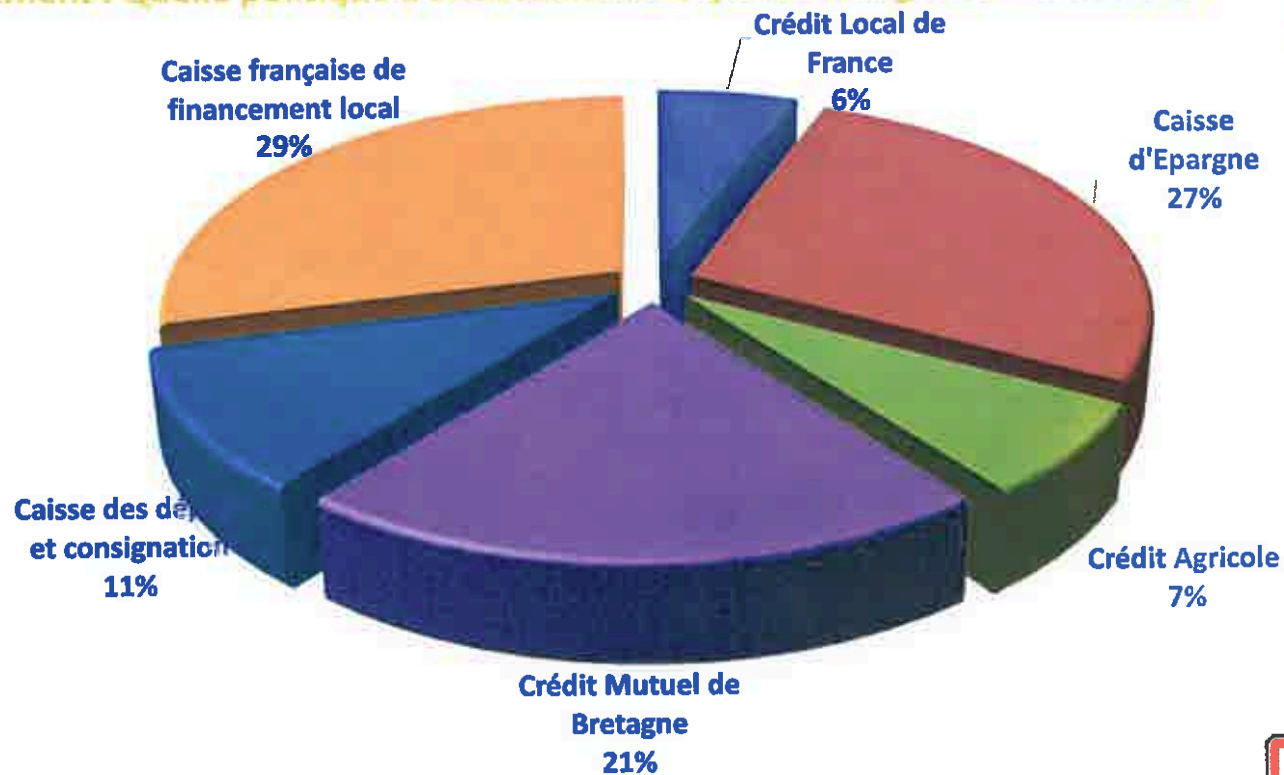


Ville de Pontivy : la situation actuelle



Section investissement : Quelle politique d'endettement et quelles marges de manœuvre ?

❖ LES PRETEURS



Source : Outil de gestion, de pilotage et de prospective : CEGID – REGARDS – MGDIS - WINDETTE

